

**République française**  
**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE

Service de la production et des marchés

Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux

Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des

productions végétales spéciales

3, rue Barbet de Jouy

75007 PARIS

☎ 01 49 55 45 60 ou 01 49 55 43 78

📠 01 49 55 50 75

**Circulaire**

DPEI/SPM/C2000-4025

**Date : 05 MAI 2000**

Avenant N° 1 à la Circulaire N°  
DPEI/SPM/C99-4024 du 15 novembre  
1999

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

à

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS**

**Objet : mise en place par l'ONIFLHOR d'une mesure destinée à renforcer l'organisation économique de la filière pommes et à sauvegarder l'emploi, notamment en confortant les petites et moyennes exploitations viables mais fragilisées par la campagne pommes 1999-2000, par avenant à la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 du 15 novembre 1999.**

**Avertissement : Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :**

**ONIFLHOR - Division des Interventions Nationales  
164, rue de Javel - 75349 PARIS CEDEX 15  
Tél. 01 44 25 36 38  
Fax : 01 45 54 31 69**

**PLAN DE DIFFUSION**

**Pour information :**

**Pour exécution :**

M. le DPEI  
MM les Préfets de région  
MM les Préfets de départements  
MM. les DRAF  
Mmes et MM. les DDAF  
M. le Directeur de l'ONIFLHOR

DGA - DGAL - DAF  
Le président du COPERCI  
La Fédération Nationale des Producteurs de Fruits  
Association Permanente des Chambres d'Agriculture  
La Fédération Française de la Coopération Fruitière, Légumière et  
Horticole  
La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles  
Le Centre national des jeunes agriculteurs  
La Confédération Paysanne  
Les Comités économiques fruits et légumes  
Banque Nationale de Paris  
Banque Populaire  
Caisse Nationale de Crédit agricole  
Crédit Lyonnais  
Crédit Mutuel

Les producteurs de pommes ont été confrontés à une campagne 1999-2000 difficile, aggravée par les rétorsions britanniques sur les pommes françaises pratiquées en réponse au maintien de l'embargo français sur la viande bovine originaire de Grande Bretagne.

Le gouvernement a souhaité répondre au caractère exceptionnel de certaines difficultés subies, liées aux effets de ces rétorsions, en prenant en considération l'équilibre des exploitations. Les modalités techniques retenues reprennent le dispositif décidé par le gouvernement afin de répondre aux difficultés observées au cours de l'été sur le marché de certains fruits et légumes.

Les mesures sociales et financières ont d'ores et déjà été étendues aux producteurs de pommes. A dater de ce jour, le bénéfice de la circulaire DPEI/C99-4024 est étendu **aux producteurs de pommes**, quelque soit la variété, sous les conditions suivantes :

- **Bénéficiaires de la mesure :**

Les producteurs de pommes, **spécialisés en pommes à hauteur de 30%** au moins de leur chiffre d'affaires total (HT) de leur exploitation, et répondant par ailleurs aux autres conditions d'éligibilité de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 sous les rubriques, agriculteurs à titre principal, spécialisés en fruits et légumes, et organisés sont **déclarés éligibles à une mesure pommes**, dans le respect des consignes de priorité définies dans cette même circulaire.

La spécialisation pommes sera estimée à partir de toutes les pommes de l'exploitation qu'elles soient d'été ou d'hiver.

L'exploitant devra faire le choix d'une éligibilité "produits d'été" ou d'une éligibilité "pommes". Dans les deux cas, l'audit sera basé sur les résultats globaux de l'exploitation.

- **Audit :**

Les producteurs de pommes éligibles à cette mesure pommes pourront faire réaliser **un audit de leur exploitation** sur le modèle joint (annexe 1 bis) dès **la fin de leur campagne pommes**, qui pourra être considérée comme réalisée à partir du **31 mars 2000**, à condition d'intégrer les produits et charges afférents à la campagne et non encore réalisés. Pour les quantités non encore commercialisées, la reconstitution des produits sera effectuée à partir de la moyenne des prix observés au titre des trois premiers mois de l'année 2000.

- **Délais**

Les demandes d'aides doivent être déposées en D.D.A.F. **au plus tard le 1 juin 2000.**

Vous veillerez à ce que la transmission des dossiers à l'ONIFLHOR se fassent dans les meilleurs délais, dès parution de cette circulaire et si possible **avant le 30 juin 2000.**

Les dossiers devront parvenir à l'ONIFLHOR **au plus tard le 15 septembre 2000.**

**L'ensemble des autres dispositions de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 ( notamment éligibilité, priorités, mode de gestion et de décision de la CDOA, plafond,...) restent inchangés et je vous demande de veiller à leur strict respect.**

# Annexe 1 Bis : AUDIT D'EXPLOITATION SIMPLIFIE POMMES

( Exemple original destiné à l'ONIFLHOR )

NUMERO DU DOSSIER

/ / / / / / / /  
D E P N U M E R O

υ

**MESURE DESTINEE A RENFORCER L'ORGANISATION ECONOMIQUE ET SAUVEGARDER  
L'EMPLOI EN CONFORTANT LES PETITES ET MOYENNES EXPLOITATIONS VIABLES MAIS  
FRAGILISEES PAR UNE CAMPAGNE 1999 -2000DIFFICILE.**

DATE DE PRISE EN COMPTE DES ELEMENTS FINANCIERS POUR ETABLIR L'AUDIT / / / / / / / /

λ

TYPE D'AUDIT SIMPLE (S) OU DIAGNOSTIC D'EXPLOITATION (D)	/ /	TA	τ
AVIS CDOA POUR DEROGATION SUR LE TAUX DE SPECIALISATION O/N	/ /	DERO	

STATUT DU DEMANDEUR / / S1 / / S2

NOMBRE D'ASSOCIES OU DE CO-EXPLOITANTS / /

NOMBRE D'EXPLOITATIONS REGROUPEES (GAEC) / / S3

CAPITAL DETENU PAR AGRICULTEUR A TITRE PRINCIPAL / / / / %

## I IDENTIFICATION

N° TELEPHONE / / / / / / / / / /

N° FAX / / / / / / / / / /

**COLLER LE RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DU DEMANDEUR DE LA MESURE**

ANNEE D'INSTALLATION / / / / ANI

ADHESION A L'ORGANISATION ECONOMIQUE A LA DATE DE L'AUDIT OUI (O) ou NON (N) / /

NUMERO DE RECONNAISSANCE DE L'OP A LAQUELLE VOUS ADHEREZ : / / / / / / / / OP

DATE D'ADHESION : / / / / / / / /

NOM DE L'OP :

υ A REMPLIR PAR LA DDAF

τ A REMPLIR PAR LA DDAF APRES AVIS DE LA CDOA

λ DATE A REPORTER PAR L'AUDITEUR, MENTIONNEE PAGE 6 DU PRESENT DOCUMENT

## II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EXPLOITATION.

1) S.A.U. totale de l'exploitation : ..... ha ..... ares

2) Productions 1999 / 2000 :

		<b>SF</b>	<b>Q1</b>	<b>Q2</b>	<b>CAG</b>	<b>CAR</b>
	PRODUITS	SUPERFICIE EN PRODUCTION EN HA, ARES ( Inventaire du verger en fruits ou surface développée en légumes)	QUANTITE PRODUITE EN KILOS REELLE OU ESTIMEE	QUANTITE COMMERCIALISEE EN KILOS HORS RETRAITS	C.A GENERE POUR LA QUANTITE COMMERCIALISEE Y COMPRIS LES RETRAITS	C.A GENERE POUR LES RETRAITS
	POMMES					
<b>F6</b>	*dont POMMES D'ETE					
<b>F8</b>	*dont POMMES D'HIVER					

\* différenciation pommes d'été –pommes d'hiver dans la mesure du possible

Autres fruits et légumes .....ha .....a

( lister les principales productions avec leur part relative dans le C.A

Autres productions végétales .....ha .....a

Autres .....ha .....a

3) Main d'œuvre sur l'exploitation (exprimée en équivalent temps plein ou UTH) le calcul sera effectué sur la période d'Octobre 1998 à Novembre 1999 ( Fournir les relevés des 4 derniers trimestres MSA).

Main d'œuvre familiale .....UTH **U1**

Main d'œuvre salariée permanent .....UTH **U2**

Main d'œuvre salariée saisonnière .....UTH **U3**

**Total** .....UTH

**4. Chiffre d'affaires réalisé de l'exploitation agricole (en francs) pour la campagne 1999-2000 et les deux dernières années connues**

	.....	.....	1999/2000 *
Chiffre d'affaires total réalisé de l'exploitation (HT).			
Chiffre d'affaires total réalisé fruits et Légumes (HT) y compris pommes de terre, fruits et légumes destinés à la transformation.			
Chiffre d'affaires réalisé (HT) par les pommes listées			

\* Réalisé, ou prévisionnel à la date de l'Audit

**5) Revenu de l'exploitation agricole (en francs) 3 dernières années disponibles**

	n-2	n-1	n
Revenu disponible d'Exploitation			

\* Réalisé, ou prévisionnel à la date de l'Audit

**6) Aides et subventions**

Aides et subventions perçues durant les deux dernières années. Si les montants n'ont pas encore été versés, indiquez les montants demandés ou attendus.

	1998	1999
Aides Agriculteurs en difficulté		
Aides au redressement 1998		

**Autres : étalement de cotisations sociales, prêts de trésorerie 1998, prise en charge d'intérêts, consolidation d'encours...**

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

**7) Environnement technique et économique de l'exploitation**

Avez vous une comptabilité ?  
 fiscale ☐  
 de gestion ☐  
 TVA ☐

Par qui est-elle tenue

? .....

Etes-vous régulièrement suivi par un technicien ? oui ☐ non ☐

Si oui, dans quel cadre ? .....

JA ☐  
 O.P. ☐  
 Autre ☐ A préciser : .....

Nom et adresse de l'organisme et du technicien chargé du suivi : .....

Etes vous assuré contre la grêle ? oui ☐ non ☐  
 Etes vous suivi pour la lutte contre la Sharka ? oui ☐ non ☐

### III - SITUATION FINANCIERE DE L'EXPLOITATION

III - 1 - **EMPRUNTS BANCAIRES DE MOYEN ET LONG TERME ET LEASINGS** (durée du prêt supérieure à 2 ans) Il s'agit des prêts réalisés à la date de l'audit.

Pour les leasings **l'exploitant fournira l'ensemble des contrats.**

Pour tous les emprunts **sur demande de l'exploitant chaque organisme bancaire fournira un récapitulatif des prêts** reprenant les éléments du tableau ci-dessous.

N° du prêt	Date	Objet	Taux	Montant	Durée	Annuités 2000	Dont intérêts	Date d'échéance	Capital restant dû fin 2000
------------	------	-------	------	---------	-------	---------------	---------------	-----------------	-----------------------------

à charge par l'organisme auditeur ou la DDAF de reporter les totaux emprunts et leasings dans le tableau ci-dessous.

	MONTANTS des PRETS	ANNUITES 2000	DONT INTERETS	CAPITAL RESTANT DU
<b>TOTAUX</b>				

Echéances d'emprunts bancaires à long et moyen terme non payées : Il s'agit des retards bancaires à la date de l'Audit. **Sur demande de l'exploitant chaque organisme bancaire fournira un récapitulatif** reprenant les éléments du tableau ci-dessous

Rappel du N° Emprunt	Annuités 1999 ou 2000	Date d'échéance	Montant des sommes restant dues
----------------------	-----------------------	-----------------	---------------------------------

à charge par l'organisme auditeur ou la DDAF de reporter les totaux dans le tableau ci-dessous .

	Remboursements des annuités 1999 ou 2000	Montant des sommes restant dues
<b>TOTAUX</b>		

III - 2 - **EMPRUNTS BANCAIRES DE COURT TERME** (durée inférieure à 2 ans) (**Y compris le prêt de trésorerie 1998**)

Il s'agit de l'ensemble des prêts contractés avant la date de l'Audit. ( y compris prêts de trésorerie 1998)

Pour tous les emprunts, **sur demande de l'exploitant chaque organisme bancaire fournira un récapitulatif des prêts** reprenant les éléments du tableau ci-dessous,

N° du prêt	Organisme	Date	Objet	Montant	Durée	Rappel échéance
------------	-----------	------	-------	---------	-------	-----------------

à charge par l'organisme auditeur ou la DDAF de reporter les totaux dans le tableau ci-dessous.

	Montants
<b>TOTAUX</b>	

III - 3 - **DETTE FOURNISSEURS :**

(Dettes fournisseurs et autres à la date de l'Audit)

Récapitulatif des factures certifié par le centre de gestion ou le comptable à conserver en DDAF, le total des dettes sera inscrit dans le tableau ci-dessous

	Factures non réglées	Agios facturés
<b>TOTAUX</b>		

### III - 4 - "**DETTE SOCIALES**"

#### Charges sociales exploitants

Il s'agit de LA SITUATION en 1999. Il conviendra de joindre comme justificatif les copies des avis de retard émis par les organismes sociaux.

	ORGANISME	ORGANISME	ORGANISME
<b>Retard 1998 à la date de l'Audit</b>			
Montant 1 <sup>er</sup> APPEL 1999 Montant réglé			
Montant 2 <sup>ème</sup> APPEL 1999 Montant réglé			
Montant 3 <sup>ème</sup> APPEL 1999 Montant réglé			
Montant SOLDE 1999 Montant réglé			
Montant 1 <sup>er</sup> appel 2000 Montant réglé			
*Montant 2 <sup>ème</sup> appel 2000 Montant réglé			
<b>CUMUL DES COTISATIONS NON REGLEES</b>			

\* éventuellement

#### Part patronale des charges salariales

Il s'agit du retard de paiement des échéances de charges sociales pour 1999. Il conviendra de joindre comme justificatif les copies avis de retard émis par les organismes sociaux.

	ORGANISME	ORGANISME	ORGANISME
<b>Retard 1998 à la date de l'Audit</b>			
Montant 1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 2 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 3 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 4 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 1 <sup>er</sup> TRIMESTTRE 2000 Montant réglé			
Montant 2ème TRIMESTTRE 2000 Montant réglé			
<b>Cumul des cotisations non réglées</b>			

IV - **RECAPITULATIF DES DONNEES FINANCIERES**

**Elles seront indiquées à la date de l'Audit.**

ACTIFS CIRCULANTS		DETTES A C.T	
STOCKS		ANNUITES EN RETARD	
CREANCES		PRETS A C.T	
REALISABLE/DISPONIBLE		DETTES FOURNISSEURS	
		DETTES SOCIALES	
<b>TOTAUX</b>		<b>TOTAUX</b>	

J'atteste sur l'honneur que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont sincères et véritables. Toute fausse déclaration de ma part sera passible des dispositions pénales prévues par l'article 22 de la loi n° 68 690 du 31.07.1968.

**J'atteste ne pas avoir demandé à bénéficier de la mesure DPEI-C99-4024 en tant que producteur de fruits et légumes d'été.**

J'autorise la MSA et la banque à communiquer toute information complémentaire nécessaire à la constitution et à l'instruction de mon dossier. J'autorise la DDAF à transmettre le présent dossier à ma (mes) banque (s) suivante (s) :

.....

..

pour étude de financement.

J'autorise les agents chargés des contrôles par les instances compétentes (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Oniflhor) à vérifier :

l'exactitude des renseignements que j'ai fournis ainsi que le respect de mes engagements ci-après définis, sur mon exploitation, accompagnés par moi-même ou mon représentant, la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aide et la situation réelle.

Fait à .....le

/ / / / /

Pour une situation des comptes de la dernière campagne arrêtée au

/ / / / /

**Signature du demandeur(1)**

**(Faire précéder la signature de la mention lu et**

**approuvé)**

(1)Signature de chacun des membres des GAEC sociétés civiles, co-exploitants, représentant légal



## RECAPITULATIF DE LA DEMANDE

(à remplir par le responsable chargé de l'AUDIT ou la DDAF)

Le taux de spécialisation et les critères financiers d'aide à la décision seront calculés sur la base des données 1999/2000, ou éventuellement les données pourront être reconstituées sur la base des 3 dernières campagnes connues.

### Taux de spécialisation :

**A** CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL Réalisé en 1999/2000 Fruits et Légumes (HT) =

Frs **TS1**

**B** CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL Réalisé en 1999/2000 de l'exploitation (HT) =

Frs **TS2**

**C** CHIFFRE D'AFFAIRES Réalisé en 1999/2000 pour les pommes (HT) = **Frs TS3**

**A/B** = %

**C/B** = %

### Critères Financiers d'AIDE à la décision:

CF1	<u>ANNUITES</u>	FRS	
CF2	PRODUIT BRUT	FRS	= %
CF3	ENDETTEMENT COURT TERME	FRS	
CF4	ACTIFS CIRCULANTS	FRS	= %
CF5	REVENU DISPONIBLE	FRS	
U1	U.T.H FAMILIALES	UTHF	= KF

**Avis technique**

Avis du technicien chargé du suivi de l'exploitation, de l'OP ou de la chambre d'agriculture sur les raisons principales des difficultés

**Date et signature**

**Avis économique et financier**  
(avis du responsable de l'audit)

**Organisme auditeur :**

**Date :**

**Cachet et Signature**

**Autres interventions prévues dans le cadre des mesures pommes**  
**(si absences d'interventions justifier les raisons)**

**Montants**

**F.A.C :**

**Prêts de consolidation :**

**Mesures sociales :**

**Autres interventions eventuelles**

**Montants**

**Collectivités territoriales :**

**Banques :**

**Autres :**

**Avis de la Commission départementale**

en date du : / / / / /

/ / **S** Montant de subvention proposée par le Préfet sur avis de la CDOA : Frs

/ / **D** Reprise du dossier avec diagnostic d'Exploitation

Les documents nécessaires à la mise en place de la mesure ont été visés et seront conservés à la DDAF conformément à la circulaire.

Signature et Cachet de la DDAF

Cocher la ligne après l'AVIS DE LA CDOA et reporter la lettre correspondante dans le cadre ▼ page 1